



Contribution de la Mutualité Française Picardie

« Pacte territoire-santé »

Concertation départementale du département de l'Oise et de la Somme

A propos de la Mutualité Française Picardie

La Mutualité Française Picardie, présidée par Daniel Tourbe, fédère la totalité des mutuelles santé de la région. Elle représente près de 600 000 contrats mutualistes, soit plus de 1 220 000 picards couverts. Elle dispose d'une expertise d'offre de soins à travers 31 services de soins et d'accompagnement mutualistes sur tout le territoire picard. La Mutualité Française Picardie contribue aussi à la prévention et à la promotion de la santé à travers différentes actions sur l'ensemble du territoire. Pour optimiser la qualité du service rendu aux patients et favoriser l'accessibilité financière, la Mutualité Française Picardie développe des relations contractuelles avec les offreurs de soins et les professionnels de santé (le Conventionnement Hospitalier et le Conventionnement SESAM-Vitale) et développe le DMP.

La Mutualité Française Picardie soutient la volonté du Gouvernement et de l'ARS Picardie de travailler sur le mode participatif et en concertation, sur la problématique des territoires isolés, avec l'ensemble des acteurs de santé. Ce travail est d'autant plus important, sur les trois départements de la Picardie, que certains territoires de notre région sont touchés par la faiblesse du nombre de professionnels de santé et plus particulièrement pour la médecine générale. Cette situation difficilement supportable aujourd'hui, peut devenir insupportable rapidement si la situation reste en l'état.

1er objectif : Changer la formation et faciliter l'installation des jeunes médecins

Engagement 2 et 3

La Mutualité Française Picardie approuve la volonté du gouvernement de travailler sur le développement de l'attractivité des régions pour les professionnels de santé. Le temps de formation des professionnels de santé est long (de 3 à 12 ans selon les métiers), il est donc indispensable de réagir dès maintenant. Au-delà de l'aspect financier qui a démontré ses limites (aide à l'activité, aide à l'investissement, CESP...), il est important de mettre en place des conditions professionnelles et personnelles, compatibles avec l'exercice moderne de la médecine : développement de filière d'excellence, comme cela figure dans le schéma, mais également développement d'une pratique médicale pluridisciplinaire en adéquation avec la formation des professionnels de santé (médecine collaborative et hospitalière).

Engagement 4

L'absence de lisibilité pour les jeunes professionnels de santé qui s'installent est réelle, il est indispensable de leur faire connaître les possibilités d'installation et les démarches par des moyens clairs et lisibles. La Mutualité Française Picardie est donc favorable à la mise en place d'un guichet unique ouvert à l'ensemble des acteurs en santé.

Il est nécessaire que ce service profite à l'ensemble des professionnels de la santé sans se focaliser uniquement sur les médecins. La Picardie, est une région, en sous densité de l'ensemble des professionnels de santé : notre région se classe en pénultième position pour la densité des masseurs kinésithérapeutes, ainsi que pour les chirurgiens-dentistes.

La Mutualité Française Picardie est prête à travailler avec l'ARS pour corriger ces constats largement partagés. Elle est prête également à faire connaître et à fluidifier les relations de ses mutuelles avec les nouveaux professionnels de santé lors de leur installation. Elle déploie à cet effet le dispositif SESAM-Vitale qui vise à permettre le tiers payant, vecteur important de l'accès aux soins et de simplification comptable pour les professionnels de santé.

2ème objectif : Transformer les conditions d'exercice des professionnels de santé

Engagement 5

Les professionnels de santé de premier recours ont une mission d'accompagnement de la santé de la population. Cette mission est difficilement réalisable dans le système de soins actuel fortement centré sur l'hôpital notamment dans le domaine de la permanence des soins. L'insuffisance de la permanence des soins ambulatoires, sur certains territoires, conduit la population à un recours exclusif aux services d'urgence hospitaliers, provoquant désorganisation et engorgement, tout en accroissant le coût pour la collectivité tout en entraînant des conséquences parfois lourdes pour les personnes âgées. Le rôle du médecin traitant et de l'équipe soignante associée à la prise en charge coordonnée du patient, doit être recentré.

La Mutualité Française Picardie soutient la volonté de privilégier et de promouvoir l'exercice collectif des professionnels de santé par la mise en place de maisons de santé pluridisciplinaires, de pôles de santé ou de centres de santé. La Mutualité Française Picardie est prête à travailler sur ce sujet au côté de l'ARS, des professionnels de santé, des collectivités locales et de l'assurance maladie.

En effet, les centres de santé, développés par les Mutualités Françaises Aisne, organismes à but non lucratif, permettent de faciliter l'accès aux soins (respect des tarifs de secteur 1 et pratique du Tiers-Payant). Ils proposent également un mode d'exercice salarié auquel aspirent aujourd'hui de nombreux jeunes médecins et professionnels de santé contribuant aussi à l'amélioration de l'attractivité de la région. Il est donc important de faire émerger de nouveaux centres pluridisciplinaires de santé dans les zones dépourvues de professionnels de santé. Il est également primordial que ces centres participent à la permanence des soins, permettant ainsi le désengorgement des urgences hospitalières.

La Mutualité Française Picardie tient à préciser ici sa volonté qu'une réflexion soit menée sur de nouveaux modes d'exercices et donc de rémunération. Ils permettraient de mieux valoriser

le temps purement médical, notamment en dépassant les limites du paiement à l'acte, de développer de nouvelles formes d'exercice collectif intégrant la coordination des actes médicaux, la prévention et la promotion de la santé, dont l'ETP. Il est indispensable de continuer l'expérimentation de nouveaux modes de rémunération et surtout de les évaluer puisque 2 sites sont en cours d'expérimentation en Picardie : les MSP de Saint Michel dans l'Aisne et de Bury dans la Somme.

Engagement 6

Le rapprochement des maisons de santé et des Universités permettrait en effet de développer les stages pour les étudiants. Mais il est indispensable de prendre en compte dans notre région l'éloignement des centres de formations initiales et continués par rapport aux zones déficitaires en professionnels de santé et ayant besoin de ces maisons de santé. Celles-ci ont en effet un double objectif : inciter les professionnels de santé à venir dans les zones les plus déshéritées mais aussi améliorer l'accès aux soins des populations les plus isolées. L'Etat, la Région et le Département doivent eux aussi être attentifs à ce que ces zones dites « désert médical » ne se double pas de l'affichage « désert de communications ». La Mutualité Française Picardie sera attentive à ce que ces territoires ne soient pas déshérités sur ces points, condition sine qua non de l'éclosion de structures de santé pluridisciplinaires et de rapprochements avec les sites de formations et d'informations.

Engagement 7

Afin que les pôles de référence et les structures pluridisciplinaires soient placés en situation de synergie, et donc d'enrichissement mutuel, il est primordial de développer la télémedecine. Pour cela, la Mutualité Française Picardie sera attentive à la capacité technique de développement de la télémedecine dans ces bassins de vie. Les collectivités locales et l'Etat doivent prendre leurs responsabilités afin que chaque territoire soit en capacité de proposer des réseaux informatiques adaptés à la pratique de la télémedecine. Ainsi dans les zones blanches, non desservies par le haut débit, le réseau satellitaire peut s'avérer une alternative temporaire intéressante, bien que très onéreuse. Au-delà du déploiement technique de la télémedecine il est aussi indispensable de mettre en place tous les outils d'accompagnement à son installation, son déploiement et sa pratique. La télémedecine dépasse les compétences des acteurs en santé, elle doit être portée par un projet régional mettant en synergie les compétences de l'Etat et de la Région. D'autre part ces liens informatiques performants peuvent aussi contribuer au désenclavement de ces zones en situation d'isolement, en offrant des contacts par visioconférence avec des services de la CNAV, CAF ou service de l'Etat.

Engagement 8

Accélérer les transferts de compétence, vaste sujet ! Le Canada compte 4,7 personnels infirmiers par médecin, en France 2,1. Dans un même temps, la médecine ambulatoire Française se distingue par accès à une médecine spécialiste au-delà du raisonnable et au détriment d'une réelle coordination des soins apportée un médecin généraliste. L'accès à un ophtalmologue est devenu une course de longue durée pour un acte banal d'un examen de vue ! Les Picards rencontrent des situations analogues pour l'accès aux soins dentaires. L'exercice d'une médecine de groupe pluridisciplinaire réunit les conditions nécessaires à un

partage de compétence, la décision médicale restant de la seule compétence médicale. Les temps de coordination entre les professionnels de santé offrent un réel échange, permettant de construire un vrai parcours de santé pour les usagers. Le partage de compétence s'accompagne de la levée des contraintes financières, juridiques et d'un enrichissement de la tarification, elle doit quitter la seule notion de paiement à l'acte. Les auxiliaires médicaux sont précieux pour l'exercice d'une médecine moderne, partagées, à l'écoute des acteurs et des patients. Les jeunes médecins souhaitant naturellement exercer une médecine dans la même logique que pendant leur formation, en partageant avec d'autres la pratique quotidienne. Cette pratique d'une médecine pluridisciplinaire offre aux différents acteurs du temps pour l'épanouissement personnel. Il convient donc d'être moteur dans les zones difficiles pour permettre aux bonnes volontés de se réaliser, les choses se mettant naturellement en place dans un cadre essentiellement libéral dans les autres territoires.

Quant à la filière ophtalmologique, la Mutualité Française Picardie est prête à contribuer à une réflexion et à développer une coopération entre les différents acteurs de la filière au travers de ses Services de Soins et d'Accompagnement Mutualiste.

3ème objectif : Investir dans les territoires isolés

Engagement 12

La question de la mise en cohérence du parcours de santé, peut-être encore plus pour les territoires isolés qu'ailleurs. En effet, les habitants qui ont un accès tardif aux soins, peuvent également avoir un manque de lisibilité dans ce parcours en cas d'hospitalisation notamment. Ils peuvent avoir besoin d'une aide sur le choix du SSR, ainsi que pour diverses démarches. Il paraît intéressant de confier ces tâches à « un gestionnaire de cas », chargé du suivi du patient tant sanitaire que médico-social.

Daniel Tourbe